



Communiqué confédéral de la CNT

Le 17 avril 2018

Le Macronisme : une politique de non droit pour les travailleuses et les travailleurs

A lors que le gouvernement de Macron vise à discréditer les luttes en cours, ce dernier déclarant le 15 mars dernier « je ne sens pas de colère dans le pays ! » et n'a de cesse d'essayer de « jouer » la carte la division sociale, dont les médias raffolent actuellement, il y a une chose qui est sûre : Les mouvements sociaux ne font que se multiplier, contre la violence sociale des réformes du gouvernement, mais plus largement, contre le libéralisme, comme le font nos camarades cheminot.es mais aussi ceux et celles qui participent activement à la lutte de la ZAD de Notre Dame des Landes.

CASSE DE LA PROTECTION SOCIALE, CASSE DU SERVICE PUBLIC, REPRESSION A LA ZAD DE NDDL : CONSTRUISONS LA CONVERGENCE DES LUTTES

De la loi travail en 2016, en passant par les réformes « Macron », les politiques mises en place sont graves puisqu'elles remettent en cause l'ensemble de nos acquis sociaux, qui ont été arrachés par les luttes des travailleurs et des travailleuses.

Les déclarations récentes de Macron en disent long sur notre avenir et nos conditions de vies futures : annoncer vouloir « remettre le pays au travail », **alors que près de 6 millions de chômeur.euses*** essaient de retrouver un emploi est une véritable provocation ! Alors que la loi travail vise justement à faciliter les licenciements collectifs et à permettre ainsi au patronat de budgétiser sa délinquance.

Le gouvernement continue son arrogance, en stigmatisant principalement les cheminot.es et les retraité.es, en leur demandant de faire « des efforts » ! **Mais comme d'habitude, le patronat et plus largement la classe dirigeante ne sont pas inquiétés, bien au contraire.**

La lutte des cheminot.es est une véritable réponse politique et sociale à ce gouvernement libéral. Nos camarades ouvrent la voie vers l'organisation d'un réel rapport de force. Ils et elles montrent, à travers les journées de grèves massivement suivies, **que le recul social ne se négocie pas, mais qu'il se**

combat ! S'inscrire dans cette lutte, c'est combattre les remises en cause des acquis sociaux, résister contre la précarité, contre la mise en concurrence des salarié.es et pour un véritable service public !

C'est avec mépris et violence, que le gouvernement répond à celles et ceux qui s'opposent à ces mesures !

Depuis le début de l'année, les agents hospitaliers comme celles et ceux des EHPAD se mobilisent contre la détérioration des conditions de travail et le sous-effectif.

Le gouvernement Macron répond vouloir « réformer et réorganiser » sans donner de garantie au niveau de la création de postes supplémentaires et encore moins sur les augmentations de salaires. Pire il prépare la casse des statuts de fonctionnaires (120 000 postes vont être supprimés).

Les étudiant.es et lycéen.nes sont en luttes également, contre la sélection à l'université. Les administrations face aux manifestant.es, ferment les yeux devant les différentes descentes de militants d'extrême droite, venus casser des « bolchos », voire en sont complices. Comme ce fut le cas à la fac de droit de Montpellier, à Tolbiac (Paris) etc. **Ces nervis seront toujours du côté du capital et de la bourgeoisie.**

Les seules réponses du gouvernement face aux fortes mobilisations, sont le mépris vis à vis de l'ensemble de la population et les coups de matraques comme ça a été le cas lors de la manifestation de convergence des luttes sur Montpellier le 14 avril, et comme il l'a fait en envoyant plus 2500 gendarmes pour évacuer les militant.es présent.es à la ZAD de NDDL.**

Le 19 avril toutes et tous dans la rue pour une première journée de convergence des luttes!

La CNT

***Assurance chômage : La violence sociale continue**

<http://www.cnt-f.org/assurance-chomage-la-violence-sociale-continue.html>

****Pour connaître toute l'actualité sur la ZAD**

<https://zad.nadir.org/>